

Bagnolet, le 22 octobre 2026

Communiqué de presse

24 octobre : La Confédération paysanne appelle à une réponse politique, pas une réponse répressive !

La Confédération paysanne appelle à se mobiliser massivement le 24 octobre pour remettre au centre du débat public les revendications légitimes d'une grande partie de la population : des moyens pour l'éducation nationale et les services publics, des perspectives d'avenir pour la jeunesse, une revalorisation du travail, une réponse des pouvoirs publics à la hauteur face à l'urgence climatique ressentie jusque dans nos corps et nos fermes...

Ces dernières semaines sont des moments puissants de convergence des luttes. Qu'on soit lycéen-ne, paysan-ne, travailleur-euse précarisé-e, artisan-e, petit commerçant, autoentrepreneur-euse ubérisé-e... nous ressentons collectivement l'injustice des inégalités et des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux multinationales, l'abandon des services publics. Ce n'est pas un hasard si la mobilisation actuelle a tiré son énergie à partir des mouvements lycéens, une jeunesse dite « sacrifiée » à la croisée de l'urgence sociale et climatique.

Nous, paysan-nes, sommes solidaires et parties prenantes du mouvement social car nos fermes, nos animaux, nos corps souffrent suite aux conséquences de cet été caniculaire et un plan gouvernemental CASI dramatiquement dérisoire. La réalité dans nos campagnes, c'est une détresse généralisée jamais atteinte. Ce sont des fermes qui disparaissent, des cancers, des suicides qui se multiplient au nom d'un ordre économique d'une violence extrême. Quand l'Etat devient plus garant de l'ordre que de la justice, nous ne pouvons que nous mobiliser pour faire entendre notre voix et donner encore plus de force au mouvement social en cours.

Depuis 10 ans, c'est en effet le mépris systématique de l'Etat qui répond aux expressions populaires¹ aboutissant à une véritable mise à sac des fondements de la démocratie. L'absence de débouchés concrets aux différentes voies de la démocratie ces dernières années nourrit une colère qui inévitablement déborde. Pire, les mesures gouvernementales ont été souvent prises contre l'intérêt général et se sont accompagnées d'une répression féroce des mouvements sociaux menant à des blessures et traumatismes graves de nombreux manifestant-es, y compris mineurs.

Le cadrage médiatique actuel sert en grande partie à éclipser les revendications du mouvement social et occulte la violence institutionnelle. Parler seulement du maintien de l'ordre ne permet pas de questionner si l'ordre actuel est juste ou non. La colère tire sa source de l'injustice, son premier moteur. Le risque connu de l'excès de colère est celui de mener à des débordements, dégradations, violences, surtout quand la doctrine du maintien de l'ordre ne fait rien pour apaiser les tensions, pire les provoque.

Or, quand un ordre est injuste, le désordre devient préférable pour beaucoup des opprimé-es. Mais, une fois cela déploré, deux options pour agir existent : la répression étatique pour faire taire les expressions populaires pour mener les personnes à l'impuissance ou répondre aux causes de la colère en agissant dans le sens de la justice sociale et climatique. Le choix de la répression au nom d'un ordre sacralisé vise à perpétuer les privilèges des dominants, et pave la voix au fascisme et au glissement autoritaire le plus abject.

La Confédération paysanne rappelle donc avec force que la première réaction du gouvernement doit être celle de prendre en compte les revendications exprimées, pas d'accentuer la violence répressive et faire appel à l'armée. Instrumentaliser le « chaos » pour préserver le statu quo est irresponsable.

¹ Gilets jaunes, convention citoyenne pour le climat, mobilisations contre la réforme des retraites, pétition contre la loi Duplomb, opposition aux projets climaticides, coupes budgétaires sur les services publics, marginalisation des voix des quartiers populaires, des DROM et des zones rurales, non-respect du vote des législatives 2024, détresse paysanne minorée...



Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur·euses

La responsabilité de l'Etat est de faire redescendre le niveau de violence. Mener à l'impuissance la population, organiser la division et désigner des bouc-émissaires, est une vision court-termiste du gouvernement car l'impuissance est le deuxième moteur de la colère qui continuera à couver et à exploser.

Nous appelons solennellement le gouvernement à prendre la mesure de la situation et à cesser de mépriser tous les espaces d'éducation populaire, d'expression démocratique et les corps intermédiaires. Il est grand temps de donner une issue concrète aux revendications légitimes exprimées pour changer concrètement le quotidien de la population!

Contacts :

- Fanny Métrat, porte-parole nationale : 06 16 60 25 03
- Thomas Gibert, porte-parole national : 06 71 59 19 62